



## **Direction Générale de l'Administration Pénitentiaire : les SPIP restent le membre fantôme**

C'est à une grande messe qui s'est tenue le 3 septembre que l'administration et le secrétariat général ont convié les organisations syndicales à la présentation de la réorganisation de la DAP en direction générale.

**La CGT IP n'en attendait vraiment pas grand-chose et une nouvelle fois, malheureusement, elle avait raison !**

Pour rappel, cette réorganisation trouve son origine dans le discours du garde des Sceaux à l'ENAP en janvier lors duquel il la motivait afin notamment de « donner aux agents d'insertion et de probation toute leur place dans une direction d'administration centrale ». Vous vous souvenez, les « deux jambes »...

Sans surprise, il n'en est rien et ce discours n'était que le premier d'une longue succession de mots politiques. On sait toutes et tous que, quoi qu'il en dise, ses actes le prouvent, notre garde des Sceaux est bien plus branché « ordre » que « social ».

L'organigramme présenté redécoupe donc notre administration en deux directions : la direction des moyens (RH, pilotage, expertise et recrutement/formation) et la direction des métiers composée d'une sous-direction de la sécurité pénitentiaire et d'une sous-direction de l'insertion probation. Le SNRP et la future inspection générale de l'administration pénitentiaire deviendraient, dans l'attente d'arbitrage, également deux directions centrales à part entière.

Vous vous demandez ce que ça change pour les SPIP ?

**En réalité, le nouvel organigramme présenté relève chaque échelon de l'administration d'un cran sans aucune priorité accordée à la filière IP.** La seule conséquence tangible sera sans doute une nouvelle inflation indemnitaire pour les postes à responsabilité. Dans un contexte où l'on exige des sacrifices des plus précaires et où l'on invoque sans cesse la rigueur budgétaire, ce spectacle d'auto-satisfaction et de promotion personnelle est non seulement indécent, mais honteux. La CGT IP continue de dire que ce chantier et ces dépenses ne sont à l'évidence pas prioritaires.

Pire, les arguments avancés par l'administration laissent plutôt encore à craindre pour tout le volet insertion... En effet, il est question pour la DAP de gagner en poids dans les rapports de force avec les directions générales des autres ministères : la direction générale des affaires sociales, la direction générale de la santé, la direction générale de la police nationale...

Alors vous direz, peut-être que ça permettra d'aller chercher plus de budget ou des arbitrages favorables. Oui, peut-être. Mais certainement pas pour les SPIP. Toutes les orientations politiques et budgétaires de ces dernières années sont centrées sur la construction d'établissements et sur l'ultra sécurisation. **Ce que la direction générale de l'administration pénitentiaire risque d'aller chercher c'est une coopération d'égal à égal avec les directions générales du ministère de l'Intérieur pour plus de collaboration (arrestations, partage d'informations...), c'est de taper**

du poing à la direction générale de la Santé pour modeler les professionnels de santé qui interviennent en milieu pénitentiaire<sup>1</sup>... Bref c'est que tout le monde se mette au pas des exigences d'une administration qui, galvanisée par le discours du garde des Sceaux, se croit omnipotente.

Enfin, pour la CGT IP, cette réorganisation pose de sérieux enjeux dans les rapports au sein même du ministère de la justice. L'AP va devenir la seule direction générale, donc la plus importante du ministère. **Dans une période où les décisions judiciaires sont régulièrement remises en cause par le ministre, la DAP, les chefs d'établissements (consignes relatives aux étrangers, PS annulées bien qu'octroyées..), il apparaît d'autant plus indispensable une vigilance extrême pour que la pénitentiaire ne devienne pas celle qui impose ses règles et sa façon de faire à l'ensemble des directions du ministère.**

Plus philosophiquement, cela donne une place centrale à la prison comme si elle était un pivot indispensable des rouages de l'État. **La CGT IP n'a de cesse de le dire : les questions de sécurité sont avant tout des questions de cohésion sociale, de justice, de correction des inégalités... L'enfermement ne résout rien et les SPIP sont bien désarmés lorsque les autres services de l'État sont placés dans des conditions indigentes de fonctionnement.**

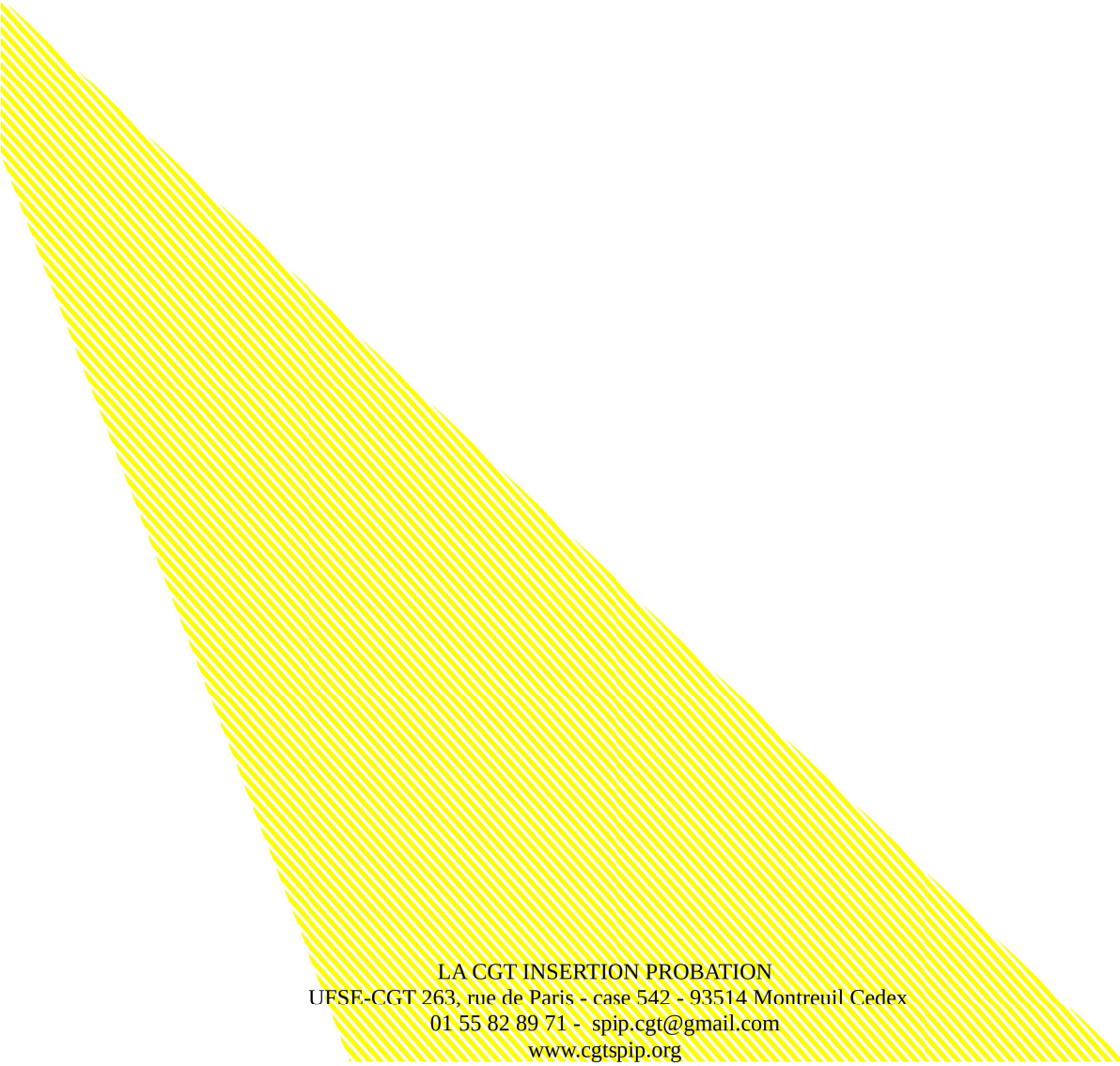
On nous a également présenté la future inspection générale de l'administration pénitentiaire, En permanence mise en parallèle de la probité des agents pénitentiaire, cette dernière laisse aussi craindre **l'aggravation d'une dérive que nous observons au quotidien dans l'accompagnement de nos collègues : prestation de serment sous la menace, multiplication des procédures disciplinaires pour insuffisance professionnelle, déontologie dévoyée...** Cette IGAP viendrait englober la MCI et déshabiller l'Inspection générale de la justice. Le discours se veut rassurant mais les contours sont encore flous. Quelle articulation avec l'inspection ministère ? **Pourquoi ce retour en arrière si ce n'est le fait du prince ? Les organisations syndicales sont impatientes de se voir communiquer le rapport de la mission qui a piloté ce sujet.**

Enfin plusieurs questions subsistent quant à la place du dialogue social dans ce nouveau cadre institutionnel. Nous avons assisté au même cinéma habituel de Force Ouvrière qui milite de longue date pour la suppression du CSA SPIP. La DAP et le SG, visiblement pas tout à fait au clair sur les conséquences de cette réorganisation, ont indiqué qu'il n'était pas prévu de changer le fonctionnement des instances dans l'AP tout en indiquant que le débat pouvait être posé. **La séquence que l'on vit depuis janvier nous montre l'impérieuse nécessité de préserver une instance compétente pour les sujets insertion probation. Si les arbitrages ne sont pas au rendez-vous sous l'impulsion ultra-sécuritaire du GDS, le risque est la poursuite de l'invisibilisation de nos problématiques IP et l'aggravation des arbitrages politiques, RH et budgétaires toujours plus défavorables au SPIP. Cela constitue une ligne rouge absolument inacceptable pour la CGT IP et tous les personnels en SPIP.**

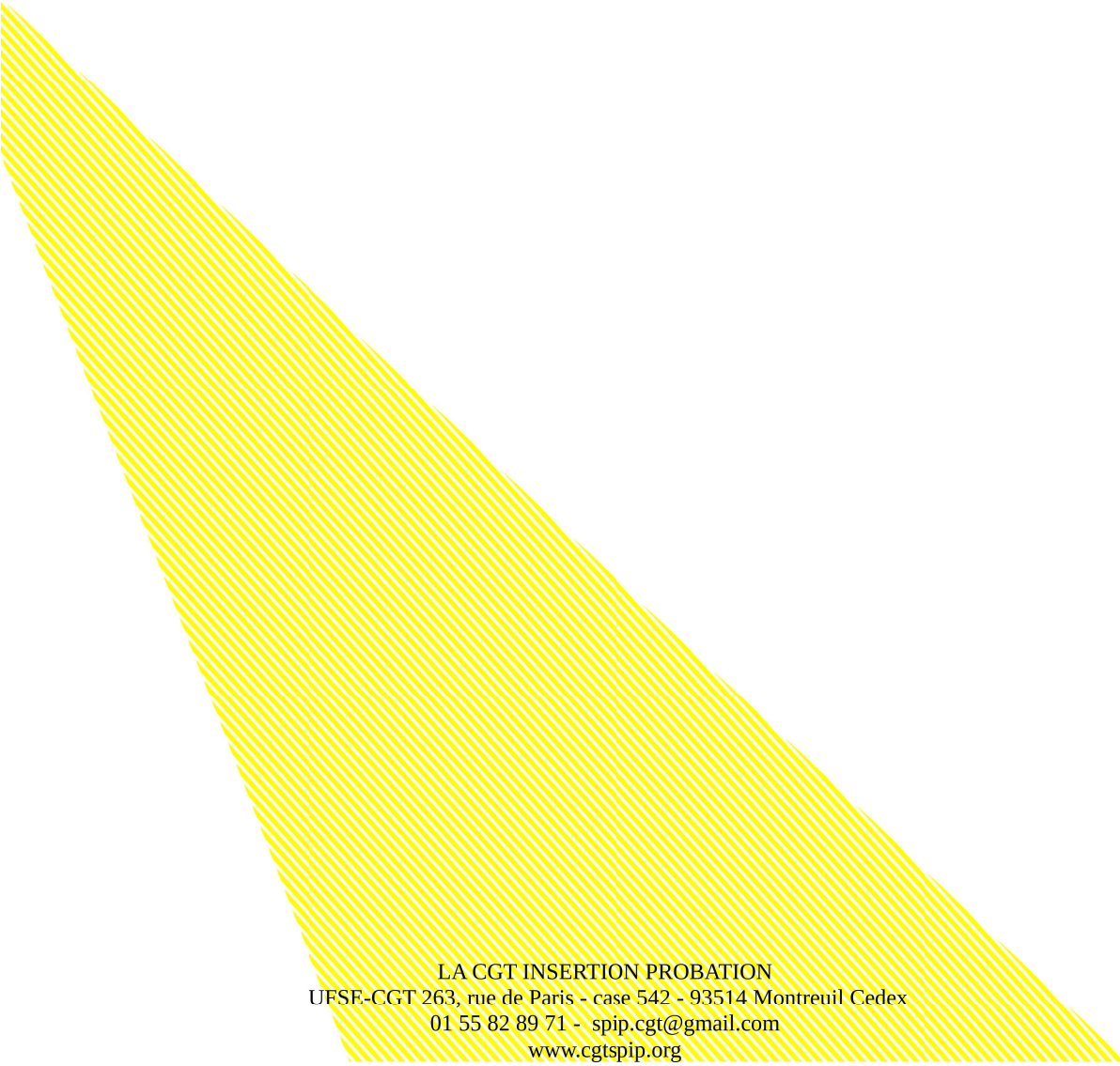
**Face à cette réorganisation qui illustre l'obsession sécuritaire au détriment de l'insertion et du bon sens, la CGT IP ne baissera pas les bras. Il faut continuer à dénoncer les choix politiques qui affaiblissent les SPIP, à défendre nos missions, et à rappeler que le sens de notre travail n'est pas d'enfermer mais de donner des perspectives.**

**Créons de l'espoir le 9 octobre et montrons qui a du poids dans le rapport de force !**

1 [Association des secteurs de psychiatrie en milieu pénitentiaire - Communiqués et courriers officiels](#)



LA CGT INSERTION PROBATION  
UFSE-CGT 263, rue de Paris - case 542 - 93514 Montreuil Cedex  
01 55 82 89 71 - [spip.cgt@gmail.com](mailto:spip.cgt@gmail.com)  
[www.cgtspip.org](http://www.cgtspip.org)



LA CGT INSERTION PROBATION  
UFSE-CGT 263, rue de Paris - case 542 - 93514 Montreuil Cedex  
01 55 82 89 71 - [spip.cgt@gmail.com](mailto:spip.cgt@gmail.com)  
[www.cgtspip.org](http://www.cgtspip.org)